

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars en juin 2002

Un excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars a été affiché en juin 2002, comparativement à un excédent de 2,8 milliards en juin 2001¹. D'importants excédents ont été dégagés en juin depuis 1996-1997, principalement sous l'effet de l'inclusion des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. L'amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la hausse des recettes budgétaires, résultant en partie d'une forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, des facteurs techniques ponctuels, notamment les rajustements liés à des mois antérieurs et le calendrier de réception des paiements, ont eu des répercussions positives sur les recettes en juin 2002.

Excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour la période d'avril à juin 2002 est estimé à 4,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 9,6 milliards pour la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre découle en grande partie des versements finaux au titre de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2001. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés pour l'année d'imposition 2000, qui avaient donné lieu à des versements finaux records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part, le fléchissement des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002.

¹ Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de la taxe sur les produits et services ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées d'avril à juin 2001. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux de mai et de juin. Cette situation sera toutefois sans effet sur les résultats définitifs de l'exercice. Le montant de l'excédent de juin 2001 avait d'abord été estimé à 2,5 milliards de dollars.

Résultats budgétaires en juin 2002

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 8,3 %, en juin 2002.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,9 milliard, soit 11,8 %, surtout sous l'effet de la hausse des retenues sur le revenu d'emploi découlant de la forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, le calendrier des paiements et les rajustements liés à des périodes antérieures ont contribué au gain affiché en juin 2002.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 0,1 milliard, ou 5,1 %, en raison de l'augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop par le passé.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,25 \$ en 2001) étant compensée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	15 349	16 627	47 274	43 232
Dépenses de programmes	-9 446	-9 569	-27 816	-29 599
Solde de fonctionnement	5 903	7 058	19 458	13 633
Frais de la dette publique	-3 111	-3 022	-9 904	-8 865
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 792	4 036	9 554	4 768
Opérations non budgétaires	-7 887	-7 887	-10 348	-12 559
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-5 095	-3 851	-794	-7 791
Opérations de change	449	-607	312	-1 255
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046
Variation nette des emprunts	-8 170	-3 419	-8 983	2 078
Variation nette de l'encaisse	-12 816	-7 877	-9 465	-6 968
Encaisse à la fin de la période			3 708	4 979

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 0,3 milliard, soit 10,5 %, surtout sous l'effet d'une forte hausse des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), résultat d'augmentations des recettes brutes perçues et d'une baisse des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont grimpé en flèche, résultat du calendrier des paiements. Elles avaient diminué en mai.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 1,3 %, la baisse des dépenses liées à la défense ainsi que des subventions et des autres transferts ayant neutralisé une grande partie des augmentations des autres principales composantes.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 7,9 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 6,5 %, en raison de l'augmentation du nombre de personnes ayant droit aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation de 10,9 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, le nombre de bénéficiaires ayant augmenté, et aux améliorations apportées au programme.

- Les transferts aux autres administrations ont progressé de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette majoration fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont chuté de 4,9 %, par suite de la diminution des subventions et des autres transferts ainsi que des dépenses ayant trait à la défense. La fluctuation mensuelle de ces composantes est attribuable en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,9 % d'une année sur l'autre, et ce, uniquement en raison de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juin		variation	d'avril à juin		variation
	2001	2002		2001-2002	2002-2003	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 382	8 250	11,8	23 560	20 062	-14,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 312	2 194	-5,1	6 832	5 340	-21,8
Autres	243	242	-0,4	913	806	-11,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 937	10 686	7,5	31 305	26 208	-16,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 748	1 729	-1,1	5 327	5 240	-1,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 916	2 177	13,6	5 747	6 508	13,2
Droits de douane à l'importation	278	314	12,9	673	802	19,2
Taxes de vente et d'accise	794	783	-1,4	2 174	2 285	5,1
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien		28			48	
Total des taxes et droits d'accise	2 988	3 302	10,5	8 594	9 643	12,2
Total des recettes fiscales	14 673	15 717	7,1	45 226	41 091	-9,1
Recettes non fiscales	676	910	34,6	2 048	2 141	4,5
Total des recettes budgétaires	15 349	16 627	8,3	47 274	43 232	-8,6

Résultats budgétaires d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 a été estimé à 4,8 milliards de dollars, par rapport à l'excédent de 9,6 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002. Cette diminution s'explique par la baisse des recettes budgétaires, qui tient surtout à des facteurs touchant l'année d'imposition 2001, et à la hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Les recettes budgétaires ont baissé de 4,0 milliards de dollars, soit 8,6 %, d'une année sur l'autre.

Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,5 milliards, soit 14,8 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finaux plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et de la diminution des gains en capital nets qui en a découlé. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période

en 2001 ont été la conséquence des formidables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici s'expliquent également par l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts attribuable à la hausse du revenu d'emploi a compensé en partie ces répercussions.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 1,5 milliard, soit 21,8 %, surtout en raison des remboursements plus élevés découlant de l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement baissé, principalement en raison de la diminution des taux de cotisation en 2002.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2001	2002	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 050	2 184	6,5	6 204	6 562	5,8
Prestations d'assurance-emploi	903	1 001	10,9	2 891	3 472	20,1
Total	2 953	3 185	7,9	9 095	10 034	10,3
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 442	1 550	7,5	4 325	4 650	7,5
Transferts fiscaux	1 057	1 056	-0,1	3 099	3 096	-0,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0	-600	-630	5,0
Total	2 299	2 396	4,2	6 824	7 116	4,3
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	152	7	-95,4	381	64	-83,2
Affaires étrangères	141	88	-37,6	325	213	-34,5
Santé	75	82	9,3	273	324	18,7
Développement des ressources humaines	86	95	10,5	239	275	15,1
Affaires indiennes et du Nord	255	300	17,6	1 171	1 163	-0,7
Industrie et développement régional	174	148	-14,9	326	317	-2,8
Anciens combattants	123	137	11,4	366	418	14,2
Autres	196	197	0,5	684	520	-24,0
Total	1 202	1 054	-12,3	3 765	3 294	-12,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	74	-7,5	320	332	3,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	159	0,6	474	489	3,2
Autres	110	116	5,5	439	476	8,4
Total	348	349	0,3	1 233	1 297	5,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 009	730	-27,7	2 018	2 107	4,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 635	1 855	13,5	4 881	5 751	17,8
Total	2 644	2 585	-2,2	6 899	7 858	13,9
Total des dépenses de programmes directes	4 194	3 988	-4,9	11 897	12 449	4,6
Total des dépenses de programmes	9 446	9 569	1,3	27 816	29 599	6,4
Frais de la dette publique	3 111	3 022	-2,9	9 904	8 865	-10,5
Total des dépenses budgétaires	12 557	12 591	0,3	37 720	38 464	2,0
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 454	6 635	2,8	19 684	20 444	3,9

- Les recettes liées aux droits et aux taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard, soit 12,2 %, surtout en raison de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane à l'importation, et de la hausse des droits et des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 4,5 %.

D'avril à juin 2002, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, soit 6,4 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont grimpé de 10,3 %, reflétant à la fois l'augmentation des prestations aux aînés et celle des prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,3 %, sous l'effet de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Les droits au titre des programmes de transferts fiscaux sont quant à eux demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 4,6 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars, soit 10,5 %, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 7,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juin 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce sens qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins

déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,6 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,3 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère l'excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars et les besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 0,8 milliard pour la même période l'an dernier.

Besoins financiers nets de 9,0 milliards de dollars d'avril à juin 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, une baisse du niveau de ces réserves constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 1,3 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,3 milliard pour la même période en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, des besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour la période d'avril à juin 2002 se sont élevés à 9,0 milliards, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période en 2001-2002.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 792	4 036	9 554	4 768
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	52	62	232	77
Autres	92	63	33	93
Total	144	125	265	170
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-670	-116	-443	155
Comptes de pension de retraite	-302	-508	-496	-595
Autres	-75	-112	-22	-166
Total	-1 047	-736	-961	-606
Autres opérations	-6 984	-7 276	-9 652	-12 123
Total des opérations non budgétaires	-7 887	-7 887	-10 348	-12 559
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-5 095	-3 851	-794	-7 791
Opérations de change	449	-607	312	-1 255
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Solde financier net	-4 646	-4 458	-482	-9 046
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 187	-3 897	-2 041	-6 053
Obligations d'épargne du Canada	-86	-161	-166	-312
Bons du Trésor	-3 600	700	-4 600	8 700
Autres	-4	-6	-4	-8
Total	-6 877	-3 364	-6 811	2 327
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-1 576	0
Billets et prêts	-41		-41	
Bons du Canada	-1 252	-55	-382	-249
Billets du Canada	0	0	-173	0
Total	-1 293	-55	-2 172	-249
Variation nette des emprunts	-8 170	-3 419	-8 983	2 078
Variation de l'encaisse	-12 816	-7 877	-9 465	-6 968

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif¹

	31 mars 2002	30 juin 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	29 206	-11 808
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	126 614	-595
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	6 911	155
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 288	-166
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	140 813	-606
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	287 791	-6 074
Bons du Trésor	94 200	102 740	8 540
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 654	-105
Autres	3 390	3 383	-7
Total partiel	415 214	417 568	2 354
Payable en devises	27 033	26 782	-251
Total de la dette non échue	442 247	444 350	2 103
Total de la dette portant intérêt	583 666	585 163	1 497
Total du passif	624 680	614 369	-10 311
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	8 168	-6 628
Comptes d'opérations de change	52 119	53 374	1 255
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 217	-170
Total de l'actif	83 302	77 759	-5 543
Déficit accumulé (dette publique nette)	541 378	536 610	-4 768

¹ Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

La revue financière

Hausse de 2,1 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à juin 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a haussé de 2,1 milliards de dollars son encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de juin 2002 et a réduit de 7,0 milliards ses encaisses, les établissant à 5,0 milliards. Le niveau des encaisses varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

